

Alliances inattendues à la Goutte d'Or

Abdellali Hajjat

► **To cite this version:**

Abdellali Hajjat. Alliances inattendues à la Goutte d'Or. Philippe Artières et Michelle Zancarini-Fournel. 68, Une histoire collective, La Découverte, pp.521-527, 2008, 9782707185884. halshs-00370069

HAL Id: halshs-00370069

<https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-00370069>

Submitted on 30 May 2017

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

in Michelle ZANCARINI-FOURNEL et Philippe ARTIERES (dir.), 68. *Une histoire collective (1962-1981)*, Paris, La Découverte, coll. « Cahiers libres », 2008, p. 521-527.

Alliances inattendues à la Goutte d'Or

Le quartier de la Goutte d'Or, situé dans le 18^e arrondissement de Paris et composé dans les années 1960 et 1970 en majorité d'une population étrangère (surtout algérienne), constitue un symbole de l'histoire des luttes de l'immigration en France. Sans parler du rôle joué par ses habitants dans les mouvements pour l'indépendance des pays du Maghreb, la Goutte d'Or est le lieu où ont été formulées et impulsées, souvent pour la première fois, certaines causes politiques liées à l'immigration : mobilisation contre les crimes racistes, grèves de la faim des sans-papiers, comités de mal-logés, etc. Dans les années 1968, le quartier constitue un véritable laboratoire politique où s'expérimentent les collaborations, mais aussi les confrontations, entre habitants du quartier, militants arabes (des comités Palestine [CP], puis du Mouvement des travailleurs arabes [MTA]), militants d'extrême gauche et intellectuels engagés. Il est aussi au cœur d'une bataille dont les protagonistes sont certains habitants qui cherchent à « se débarrasser » de la « pègre » du quartier, les gouvernements du Maghreb (représentés par les amicales) qui cherchent à contrôler leurs ressortissants, et la préfecture de police de Paris qui voit d'un mauvais œil la radicalisation politique dans le quartier. Cette configuration politique se cristallise à la Goutte d'Or par des « affaires », à travers lesquelles se nouent des alliances improbables et se révèlent des oppositions, notamment lors de l'affaire « Djellali Ben Ali », la grève de la faim des Bouziri et la grève générale contre le racisme.

Affaire Djellali Ben Ali

Le mercredi 27 octobre 1971, Djellali Ben Ali, jeune adolescent de 15 ans et demi de nationalité algérienne, est tué d'un coup de fusil de chasse dans la tête par Daniel Pigot, chauffeur-livreur de 29 ans, au 53 rue de la Goutte d'Or. Cette affaire est significative des tensions raciales existant dans le quartier. Le climat de racisme anti-

arabe est activement soutenu par des milices d'extrême droite comme l'Ordre Nouveau ou les Comités de Défense de la République (CDR), qui n'hésitent pas à agresser et tuer des travailleurs maghrébins. De plus, s'est créé le Comité d'Action pour l'Amélioration et le Renouveau (CAR) de la Goutte d'Or, dont l'action est principalement dirigée en direction de la préfecture de police de Paris, avec qui il entretient d'excellentes relations. La première revendication¹ de ces habitants bien organisés est la « sécurité ». Ils dénoncent « le climat d'insécurité croissant qui régnait (...) à la Goutte d'Or² », et demandent une présence plus visible de la police et des patrouilles plus fréquentes, ainsi qu'un « contrôle plus strict des ressortissants étrangers, en particulier des marchands irréguliers et des pseudo-chômeurs³ ». Peu avant le meurtre une pétition, signée par des concierges du quartier, demande une présence policière accrue, un meilleur éclairage public, et une action policière contre la « pègre » que constitueraient à leurs yeux les Arabes.

Les CP, composés d'étudiants arabes et français (proches de la Gauche prolétarienne [GP]) et d'ouvriers militants, sont fondés en septembre 1970 pour soutenir le peuple palestinien, mais leurs activités s'orientent de plus en plus vers la question de condition des travailleurs immigrés⁴. Parmi les militants des CP qui se mobilisent à la Goutte d'Or, on retrouve, entre autres, « Sélim » Najeh, Saïd et Faouzia Bouziri, Mohamed « Mokhtar » Bachiri et Majid Badoussi, dont certains habitent la Goutte d'Or. Ainsi les comités, le Secours rouge du 18^e, des habitants du quartier et des intellectuels engagés (surtout Michel Foucault, Claude Mauriac, Gilles Deleuze, Michèle Manceaux, Jean-Claude Passeron et Jean-Paul Sartre) fondent le « Comité Djellali ». Le soutien des intellectuels, de l'église du quartier — en particulier l'abbé Gallimardet et le pasteur Hedrich, qui mettent à disposition du comité la Maison verte de la rue Marcadet et la salle Saint-Bruno, où est organisée la permanence du comité — et le travail de sensibilisation politique menée par les comités Palestine contribuent au

¹ Comité d'Action pour l'Amélioration et le Renouveau de la Goutte d'Or, « Voici notre action », *Les cahiers de Paris - Demain*, n°2, février 1972.

² *Ibid.*

³ *Ibid.*

⁴ Cf. Abdellali HAJJAT, « Les comités Palestine (1970-1972). Aux origines du soutien de la cause palestinienne en France », *Revue d'études palestiniennes*, n°98, hiver 2006, pp. 74-92.

grand retentissement médiatique⁵ de l'affaire et à une importante mobilisation, qui atteint son paroxysme le 7 novembre avec une manifestation d'environ quatre mille personnes dans les rues de Barbès.

Le jugement n'est prononcé que le 21 juin 1977 à la cour d'Assises de Paris⁶ : Pigot est condamné à cinq ans de prison, dont trois avec sursis. Pendant les plaidoiries, l'avocat général Callaud affirme qu'« il n'y avait pas de racisme là-dedans⁷ ». S'agit-il d'un crime raciste ? Le fait de caractériser ce crime de raciste est un enjeu politique important pour le comité Djellali, parce que cet argument fonde toute la légitimité de l'action menée dans le quartier. Les comités Palestine interprètent l'intensification des crimes racistes depuis février 1971 (date de la nationalisation du pétrole en Algérie) comme une « politique raciste systématique⁸ », annonciatrice d'un « nouveau fascisme⁹ ». Fazia Ben Ali, la sœur de Djellali, est plus nuancée : « Je pense aujourd'hui que c'est peut-être du racisme, mais pas seulement. (...) Je ne pensais pas que le meurtre de mon frère était un crime raciste. Si Pigot a tué mon frère, ce n'est pas *seulement* parce que Djilali était arabe et que Pigot se sentait supérieur à lui, mais aussi parce qu'il était jaloux. Ma tante et mon oncle avaient un magasin, ils avaient un peu de fric, et je sais qu'il y a eu des bagarres entre ma tante et la femme de Pigot.¹⁰ » Fazia Ben Ali critique *a posteriori* la sorte d'invasion des militants : « Sur le coup, quand j'ai appris sa mort, je n'ai pas pensé : "Ça y est, c'est du racisme" et tout ça ; je pensais seulement à sa mort (...) L'idée du racisme, c'est les militants qui nous l'ont mise dans la tête.¹¹ » Les motivations du meurtre relèveraient en partie des conflits personnels entre les deux voisins, mais le crime (une balle dans la tête à bout portant) n'est concevable ou envisageable que dans le cadre d'un climat de racisme anti-arabe.

Laboratoire politique

⁵ Cf. la tribune de Jean-Paul Sartre, Michel Foucault, Gilles Deleuze, Jean Genet et Michel Drach dans *Le Monde* du 17 novembre 1971.

⁶ Cf. *Le Monde*, 23 juin 1977.

⁷ Cité dans *Libération*, 23 juin 1977.

⁸ Comité de soutien à la révolution palestinienne (autre nom des comités Palestine), « Bilan de la campagne Djellali », non daté (novembre 1971).

⁹ *Ibid.*

¹⁰ Catherine VON BÜLOW et Fazia BEN ALI, *La Goutte d'or ou le mal des racines*, Stock, Paris, 1979, pp. 237 et 260, souligné dans le texte.

¹¹ *Ibid.*, pp. 236 et 239.

L'affaire Djellali est révélatrice de la nature des relations entre habitants de la Goutte d'Or et militants, mais aussi des contradictions entre intellectuels, militants arabes et militants français. Dès le 7 décembre 1971, les intellectuels français organisent une permanence pour apporter une aide juridique et morale. Afin de contourner les blocages légaux pour le local, les militants arabes proposent d'ouvrir une sorte de librairie-papeterie qui servirait à la fois de lieu de diffusion d'information et de permanence juridique. Jaloux de leur autonomie, les intellectuels redoutent que la librairie ne serve de lieu de propagande pro-palestinienne, au détriment de la lutte qu'ils veulent mener dans le quartier.

Par ailleurs, Catherine von Bülow rend compte des énormes difficultés à entrer en contact avec la population du quartier : « J'ai du mal à discuter avec les gens, surtout avec les Arabes¹² ». Les attentes des militants maoïstes, rompus aux formules incantatoires appelant au soulèvement des « masses arabes », sont déçues par la réalité des contacts avec les individus incarnant les « masses ». Du point de vue des enfants du quartier comme Fazia Ben Ali, l'arrivée des militants français, qui ne sont pas implantés et donc connus de tous, leur paraît choquante : « C'est l'arrivée des Français qui m'a choquée, au début. (...) C'était bien de dénoncer les crimes racistes, mais [ils ont] commencé à dénoncer aussi les logements et la crasse dans le quartier, je me disais : "Pourquoi est-ce qu'ils ne s'en aperçoivent que maintenant ?"¹³ »

Par contre pour les militants arabes, selon elle, les choses étaient différentes. Leur connaissance de l'arabe et une certaine connivence, voire une complicité, dues au statut d'immigrés en France leur fournit un avantage pour « créer le lien » avec la famille Ben Ali. Cependant, il persiste un décalage entre les décisions prises par les militants arabes et les besoins des populations. Par exemple, début 1972, ces derniers décident d'organiser des cours d'alphabétisation en arabe pour les enfants de la Goutte d'Or, qui n'ont pas de succès. En fait, mêmes les militants arabes peuvent être mis dans le même sac que les Français. Fazia Ben Ali ne comprend pas leur discours, et les militants ne les comprennent pas vraiment. Elle a l'impression qu'ils ont « voulu faire une expérience, comme les gens qui prennent des cadavres pour faire des expériences

¹² Catherine VON BÜLOW et Fazia BEN ALI, *La Goutte d'or ou le mal des racines*, op. cit., p. 140.

¹³ *Ibid.*, pp. 243-244.

avec¹⁴ ».

L'incompréhension mutuelle s'illustre par les interprétations divergentes des mots d'ordre de la campagne. L'un d'entre eux est « Nous vengerons Djellali ! ». Pour les militants, il s'agit sûrement d'un discours théorique appelant à la constitution d'une « justice populaire », mais il reste que ce genre de slogan est ambigu et n'est pas suivi par des actes. C'est ainsi que des adolescents du quartier dénoncent le double discours des militants : « Nous vous avons cru. Vous nous avez dit, vous avez dit à moi cousin de la victime et à lui son frère que vous alliez vous venger. Et qu'avez-vous fait ? Des tracts, des affiches, avec des photos dessus. Vous avez parlé, beaucoup parlé. C'est tout.¹⁵ » Le 9 janvier 1972, les intellectuels ont peur que les événements leur échappent lorsque des adolescents du quartier s'en prennent à la vitrine d'un hôtel du boulevard de la Chapelle, et s'en démarquent immédiatement par communiqué¹⁶.

De ce point de vue, les rapports entre militants et habitants sont complexes. C'est ainsi que Catherine von Bülow, maoïste d'origine bourgeoise, reconnaît avoir une attitude plutôt dédaigneuse vis-à-vis des habitants du quartier, notamment lorsqu'il s'est agi d'organiser un camp de vacances : « L'idée me semble bonne, à condition qu'on ne me demande pas de partir avec eux. Je suis tellement fatiguée que l'idée de passer plusieurs semaines avec des familles du quartier ne m'enchant guère. J'ai un peu honte de cette réaction, mais il ne faut pas forcer la dose. Je passe les trois quarts de mon temps à militer.¹⁷ » Néanmoins, le contact avec Catherine von Bülow, « Anne », Jocelyne Boulard et « Martine », permet à Fazia Ben Ali de prendre conscience politiquement de la condition des Arabes en France. Les discussions lui ont donné un sentiment de fierté et de dignité d'être arabe : « Avant, quand quelqu'un nous traitait de sale Arabe, on baissait la tête, on avait honte. Puis, peu à peu, en vous écoutant, on commençait à relever la tête.¹⁸ »

Après l'affaire Djellali, les militants continuent à se mobiliser dans le quartier pour soutenir la lutte de familles françaises et immigrées, qui vont occuper un immeuble

¹⁴ *Ibid.*, p. 237.

¹⁵ Claude MAURIAC, *Le temps immobile. Et comme l'espérance est violente*, Grasset, Paris, 1976, p. 319.

¹⁶ *Ibid.*, p. 326.

¹⁷ Catherien VON BÜLOW et Fazia BEN ALI, *La Goutte d'Or ou le mal des racines*, op. cit., p. 142.

¹⁸ *Ibid.*, p. 256.

vide au 42 boulevard de la Chapelle. Ils constituent un Comité de lutte de mal-logés au printemps 1972 et crée le journal *La Goutte d'Or, c'est son nom*¹⁹, afin de couvrir les problèmes spécifiques au quartier puisque *La Cause du Peuple* ne leur ouvre ses colonnes qu'en cas d'événements majeurs.

Les alliances se renouent lors de la grève de la faim de Saïd et Fawzia Bouziri contre l'expulsion du premier au motif de ses activités politiques. Le 6 novembre 1972, la grève de la faim commence chez eux au 20 rue de Chartres, au cœur de la Goutte d'Or. Mais au bout de deux jours, des contacts sont pris avec des chrétiens de gauche, qui acceptent de les accueillir à l'église Saint-Bernard. Les liens avec les prêtres Gallimardet et Roger Menteur, et les sœurs de l'église sont toujours étroits. Un mouvement de solidarité assez fort se crée autour du « comité de soutien à Saïd Bouziri ». Le 19 novembre a lieu une grande manifestation au square de La Chapelle, rassemblant près de deux mille personnes, parmi lesquelles des travailleurs immigrés, des intellectuels français (Sartre, Foucault, Deleuze, Mauriac, etc.), des syndicalistes CFDT, des chrétiens et des représentants de la Gauche prolétarienne. Le comité de soutien publie un communiqué signé par un millier de personnes qui se déclarent « publiquement responsables du maintien en France de Bouziri et de sa femme ». Suite à la manifestation et à l'intervention des organisations mobilisées, la préfecture recule et lui accorde des papiers pour quinze jours. Saïd Bouziri passe quatre ans avec des papiers renouvelables tous les quinze jours, puis tous les mois, jusqu'en 1982 où il obtient finalement une carte de trois ans, et en 1985 une carte de dix ans.

Conflit de représentation des Arabes de la Goutte d'Or

Le quartier de la Goutte d'Or est le théâtre d'une lutte entre les militants des CP, qui deviennent le MTA²⁰ en juin 1972, et l'Amicale des Algériens en Europe (héritière de la Fédération de France du Front de Libération Nationale), pour la représentation politique de la communauté arabe du quartier.

Tout d'abord, dans le discours et la pratique des comités Palestine, la référence à la révolution algérienne est explicite, en se positionnant clairement en héritiers :

¹⁹ Cf. *La Goutte d'Or, c'est son nom*, bulletin n°1, non daté.

²⁰ Cf. Abdellali HAJJAT, « L'expérience politique du Mouvement des travailleurs arabes », *ContreTemps*, n°16, mai 2006, pp. 76-85.

« Comme au temps de la Révolution Algérienne. Nous serons par milliers dans la rue à traquer et à frapper les racistes. Nous serons des milliers unis à nos frères français.²¹ » Dans la déclaration des comités lors du meeting du 7 novembre, les CP dénoncent la répression policière, les mouchards, les affiches arrachées, et stigmatisent « ceux qui disent [qu'ils sont] payés par les sionistes, [qu'ils] insult[ent] le drapeau de la Révolution algérienne²² ». L'appropriation symbolique de la révolution algérienne est un enjeu politique majeur, à la fois pour augmenter l'audience auprès de l'immigration algérienne (et éviter l'isolement), et pour dénoncer la « trahison » de l'idéal révolutionnaire par l'Amicale (qui dénonce l'idée du rassemblement du 7 novembre). C'est ainsi que le soir de la manifestation, les représentants du Comité de lutte de Renault Billancourt (maoïste) dépose une couronne fleurie devant le 53 rue de la Goutte d'Or (où habitait Djellali Ben Ali), au rythme de l'hymne algérien.

Par ailleurs, la couverture de *Fedaï* du 25 novembre 1971 est illustrée d'une photo de manifestants brandissant un immense drapeau algérien et les comités font circuler clandestinement (à travers des cafés) le film *La Bataille d'Alger*, interdit par la censure : « Pour tous les travailleurs arabes, *La Bataille d'Alger*, ça a été surtout un renouement avec le passé, avec la glorieuse histoire de la guerre de libération du peuple algérien. (...) Si les Comités Palestine ont pris l'initiative de protéger *La Bataille d'Alger*, c'est à cause de tout ce qu'il symbolise aux yeux des masses arabes, c'est-à-dire nos acquis, notre histoire, nos frères moujehidines, notre long passé de résistance en France²³ ».

De plus, l'ambassade d'Algérie fait preuve d'une indifférence pour le sort de Djellali. Suite à la libération de Pigot huit mois après sa détention, le comité Djellali envoie le 22 juillet 1972 une délégation à l'ambassade d'Algérie en France, pour porter les pétitions demandant le soutien du gouvernement algérien dans leur lutte contre les crimes racistes et l'annulation de la libération de Pigot. L'adjoint de l'ambassadeur lui répond : « En ce qui concerne l'affaire Djellali et Pigot c'est une affaire de justice et non de gouvernement. Le gouvernement ne rentre pas dans les

²¹ Cf. « Extrait d'une déclaration des Comités Palestine au meeting du 7 décembre [1971], dans le 18^e ».

²² *Ibid.*

affaires de justice ».

Enfin, l'opposition se concrétise plus tard lors de l'organisation de la grève générale contre le racisme de septembre 1973, provoquée par la succession des crimes racistes dans le sud de la France et notamment par l'assassinat de Lhadj Lounès²⁴. Opposée à cette grève qu'elle ne contrôle pas, l'Amicale va tout faire pour réduire l'influence du MTA dans les quartiers arabes de Paris, dont la Goutte d'Or, en collaborant avec la préfecture de police. Malgré les menaces de représailles de l'Amicale à l'encontre des commerçants, la grève est bien suivie dans le quartier. Elle a une immense portée symbolique, car il s'agit d'une tentative d'organiser et de coordonner des grèves autonomes pour protester, non seulement contre les conditions de travail, mais contre ce qui se passe à l'extérieur de l'usine. Elle vise à mettre en lumière la vulnérabilité de l'économie française qui dépend étroitement de la main d'œuvre étrangère pour son bon fonctionnement.

Pour conclure, le quartier de la Goutte d'Or cristallise plusieurs enjeux politiques toujours d'actualité. Les alliances entre intellectuels, militants et habitants du quartier sont problématiques et ne s'extirpent pas de l'imbrication des rapports de domination. L'expérience de la Goutte d'Or des années 1968 montre les limites des militants ayant parfois une connaissance superficielle des habitants du quartier et la difficulté pratique de la « politisation » des populations les plus démunies. Elle illustre aussi les mécanismes de contrôle social et politique mis en œuvre par l'Etat français allié à un gouvernement étranger, en vue d'empêcher ou d'encadrer toute forme d'autonomie politique des habitants des quartiers populaires de Paris.

Pour en savoir plus

Mogniss H. ABDALLAH, *J'y suis, j'y reste ! les luttes de l'immigration depuis les années 1960*, Reflex, Paris, 2000.

Catherine VON BÜLOW et Fazia BEN ALI, *La Goutte d'or ou le mal des racines*, Stock, Paris, 1979.

CEDETIM, *Les immigrés*, Stock, Paris, 1975.

Dossier « Immigration et luttes sociales : filiations et ruptures (1968-2003) »,

²³ Cf. « La Bataille d'Alger : Une victoire des travailleurs arabes », *Fedaï* (journal des comités Palestine), n°13, 25 novembre 1971.

²⁴ Cf. Abdellali HAJJAT, « Le MTA et la « grève générale » contre le racisme de 1973 », *Plein droit*, n°67, p 36-40.

Migrance, n°25, 2005.

Yvan GASTAUT, « Le rôle des immigrés pendant les journées de mai-juin 1968 », *Migrations Société*, n°32, mars-avril 1994, pp. 9-29.

Daniel GORDON, « "Il est recommandé aux étrangers de ne pas participer" : les étrangers expulsés en mai-juin 1968 », in *Migrations Société*, vol. 15, n°87-88, mai-août 2003, pp. 45-65.

Daniel GORDON, « "A Nanterre, ça bouge" : immigrés et gauchistes en banlieue, 1968 à 1971 », in *Historiens et Géographes*, n°385, janvier 2004.

Abdellali HAJJAT, « L'expérience politique du Mouvement des travailleurs arabes », *ContreTemps*, n°16, mai 2006, pp. 76-85.

Abdellali HAJJAT, « Les comités Palestine (1970-1972). Aux origines du soutien de la cause palestinienne en France », *Revue d'études palestiniennes*, n°98, hiver 2006, pp. 74-92.

Claude MAURIAC, *Le temps immobile. Et comme l'espérance est violente*, Grasset, Paris, 1976.